

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET DU MATERIEL  
ET DE LA MAINTENANCE

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT IN CHARGE OF BUDGET,  
EQUIPMENT AND MAINTENANCE

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

**COPIE**

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°0002/ASMI/MINAS/SG/DAG/SDBMM/SMP/2020 DU 13 Juin 2020 RELATIF A LA PRESELECTION DES CONSULTANTS OU CABINETS DE CONSULTANTS EN VUE DE LA REALISATION DE L'ETUDE POUR LA MODERNISATION DE L'INSTITUTION CAMEROUNAISE DE L'ENFANCE DE MAROUA.**

### 1. CONTEXTE

Dans l'optique de faire une étude diagnostique du fonctionnement et de proposer un plan de rénovation/réhabilitation de l'ICE de Maroua assorti d'un chronogramme de mise en œuvre, le Ministre des Affaires Sociales lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (AAMI).

Le but du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt est de constituer une liste restreinte des consultants ou cabinets de consultants devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint qui sera lancé conformément à la réglementation en la matière.

### 2. OBJET DE L'AVIS

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la présélection des consultants ou cabinets de consultants ayant une expertise dans les domaines des politiques publiques ; de la protection de l'enfant, du Génie Civil, en construction mécanique et devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint portant sur la réalisation de l'étude pour la modernisation de l'Institution Camerounaise de l'Enfance de Maroua.

### 3. FINANCEMENT

Le financement sera assuré par le Budget d'Investissement Public du MINAS pour l'exercice 2020.

### 4. PARTICIPATION

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la présélection des consultants ou cabinets de consultants ayant une expertise dans les domaines des politiques publiques ; de la protection de l'enfant, du Génie Civil régulièrement immatriculés, en règle avec leurs obligations fiscales et administratives et justifiant d'une capacité technique, financière et opérationnelle suffisante dans le domaine concerné. A cet effet, les consultants ou cabinets de consultants intéressés par cet Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt doivent fournir toutes les informations indiquant leurs qualifications et références dans les prestations analogues, ainsi que les documents appropriés attestant leur expérience dans ce domaine.

### 5. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) parties, rédigées en français ou en anglais, produits en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, contenues dans une enveloppe fermée et scellée, ne comportant ni cachet ni indication sur l'identité du soumissionnaire.

La première enveloppe dite « enveloppe A » portera la mention « Pièces administratives » et contiendra les documents ci-après :

1991

N° D'ORDRE	DOCUMENT
A.1	Une lettre de motivation timbrée, datée et signée du consultant ou du cabinet de consultants.
A.2	L'attestation de non faillite délivrée par le Greffe du Tribunal de Première Instance
A.3	L'attestation de non exclusion délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
A.4	La photocopie de la carte de contribuable
A.5	L'attestation de non redevance
A.6	La photocopie du registre de commerce
A.7	La photocopie de l'attestation de localisation et du plan de localisation
A.8	L'attestation de soumission délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)

La deuxième enveloppe dite « **enveloppe B** » portera la mention « **offre technique** ». Elle contiendra tous les documents relatifs à la compétence et aux références générales des soumissionnaires placés dans l'ordre indiqué dans le tableau suivant :

N° D'ORDRE	DOCUMENTS DE METHODOLOGIE
B.1	<p>Références du consultant ou du cabinet de consultants: le candidat présentera les références tout en précisant la liste des domaines de sa spécialisation, de son expérience pour les prestations prévues dans le présent avis au cours des quinze (15) dernières années. Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du Maître d'Ouvrage ;</li> <li>- les copies de l'extrait des contrats signés (première et dernière pages) ;</li> <li>- le lieu d'exécution du projet ;</li> <li>- la copie du procès-verbal de réception ou le certificat de bonne exécution délivré par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin.</li> </ul>
B.2	<p>Une note méthodologique : cette note méthodologique, qui est une note d'orientation stratégique, décrit la démarche à suivre pour la réalisation desdites prestations ;</p> <p>La compréhension de la mission</p> <p>Plan d'étude : le plan de l'étude présente globalement les étapes de la démarche à suivre ,</p> <p>Chronogramme d'exécution de l'étude : le consultant devra proposer le chronogramme détaillé des activités à mener pour la réalisation des prestations.</p>
B.3	<p><b>PERSONNEL</b></p> <p>Les consultants ou cabinets de consultants doivent disposer d'une équipe pluridisciplinaire d'Experts possédant des connaissances avérées dans le domaine de cette prestation et doivent justifier d'une disponibilité effective pendant la durée de la mission. L'équipe sera constituée d'un personnel-clé spécialisé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Un Chef de mission</b>, Spécialiste des politiques publiques, de niveau universitaire, et justifiant d'une expérience d'au moins 10 ans dans l'analyse et la planification stratégique des politiques publiques.</li> <li>• <b>un Expert en protection de l'enfant</b>, diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ou juriste titulaire d'un diplôme de niveau universitaire justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans en matière de protection de l'enfant.</li> </ul> <p><b>Personnel d'appui</b> : les consultants pourront se faire assister par des collaborateurs dans des domaines de compétence tels que le génie civil, la construction mécanique, etc.</p> <p>Le consultant devra fournir la liste du personnel-clé compétent et jugé nécessaire à mettre en place pour la réalisation des prestations et définir les affectations proposées, accompagnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des Curricula Vitae de son personnel, datant de moins de trois (03) mois et signés de chaque expert ;</li> <li>• De la copie du diplôme certifiée conforme par une autorité compétente ;</li> <li>• De la photocopie du diplôme le plus élevé de chaque expert ;</li> <li>• De la définition des affectations de chaque expert.</li> </ul>

## 6. CRITERES D'EVALUATION DES DOSSIERS

Les Dossiers de candidature seront évalués suivant les critères ci-après :

- Dossier Administratif ou Technique incomplet et/ou non conforme ;
- Fausse déclaration ou document falsifié ;
- Note Technique inférieure à soixante dix (70) points sur cent (100)

### Critères de Notation des dossiers techniques

L'évaluation technique se fera sur cent (100) points sur la base des critères ci-après :

- i. Présentation de l'offre : 3 points
- ii. Références du consultant ou du cabinet de consultants pour les études similaires (premières et dernières pages assorties des procès-verbaux de réception): 20 points
- iii. Personnel (Qualifications et expériences) : 55 points
- iv. Plan de travail et méthodologie: 12 points
- v. Moyens matériels et logistiques : 10 points.

N°	Critères d'évaluation de base	Répartition	Notation		
			Points	Total	
1	Présentation des dossiers de consultation	Sommaire général	0,5	3	3
		Sommaire de chaque partie	0,5		
		Pièce classée dans l'ordre du sommaire	0,5		
		Lisibilité	0,5		
		Intercalaire de couleur	0,5		
		Reliure	0,5		
2	Références du consultant ou du cabinet de consultants pour les études similaires	Nombre de missions réalisées	0	0	8
			1 à 3	2	
			4 à 6	4	
			7 à 9	8	
		Nombre de missions réalisées en lien avec la protection/prise en charge de l'enfant	0	0	12
			1 à 3	3	
			4 à 6	6	
			7 à 9	9	
			10 à 12	12	
3	Personnel (Qualifications et expériences)	Expérience du <b>Chef de mission</b> (nombre de prestations réalisées dans le domaine de dans l'analyse et la planification stratégique des politiques publiques)	0	0	20
			1 à 3 ans	5	
			4 à 6 ans	10	
			7 à 9 ans	15	
			≥ 10 ans	20	
		Expérience de l' <b>Expert en protection de l'enfant</b>	1 à 3 ans	3,75	15
			4 à 6 ans	7,5	
			7 à 9 ans	11,25	
			≥ 10 ans	15	
		Expérience de l'ingénieur de Génie Civil inscrit dans l'ordre des ingénieurs.	0	0	10
			1 à 3 ans	5	
			4 à 5 ans	10	
		Expérience du technicien en construction mécanique	0	0	10
			1 à 3 ans	5	
4 à 5 ans	10				
4	Plan de travail et méthodologie	Une note méthodologique	4	12	
		Compréhension de la mission	4		
		Plan d'étude	2		
		Chronogramme d'exécution de l'étude	2		
5	Moyens matériels et logistiques	Ordinateur	2		
		Imprimante, scanner	2		

	Logiciels	2	10
	Véhicule	2	
	Matériel de communication	2	
<b>Total</b>			<b>100</b>

Seuls les candidats qui ont totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante dix (70) points sur cent (100), seront retenus.

- La non production de l'une des informations entraînera la note zéro (0)
- Toute fausse déclaration entraînera le rejet de l'offre du consultant.

A l'issue de la présente manifestation d'intérêt, une liste restreinte de consultants pré qualifiés sera établie, et il leur sera adressé par voie de presse une invitation à soumissionner.

### 7. ACQUISITION DES DOCUMENTS

La description finale de l'étude concernée sera précisée dans le Dossier d'Appel d'Offres Restreint. L'acquisition des documents relatifs au présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt est gratuite.

Toutefois, l'acquisition du Dossier d'Appel d'Offres National Restreint, se fera conformément à la réglementation en vigueur en matière de passation de marchés publics en République du Cameroun.

Les Consultants ou cabinets de consultants pré-qualifiés seront invités individuellement à soumissionner pour les prestations faisant l'objet du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt. Les informations complémentaires, dès publication du présent avis seront disponibles à la Direction des Affaires Générales ; Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance ; Service des Marchés Publics sis au 2<sup>ème</sup> étage, porte 24, de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère des Affaires Sociales.

### 8. DATE ET LIEU DE DEPOT DES CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures rédigés en français et/ou en anglais doivent être remis en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, sous pli fermé à la Direction des Affaires Générales ; Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance ; Service des Marchés Publics sis au 2<sup>ème</sup> étage, porte 24, de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère des Affaires Sociales au plus tard le **04 FEV 2020** à 13 heures, heure locale. Passé ce délai, aucune offre ne peut être acceptée, modifiée ou retirée. Chaque offre constituée portera la mention : « AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°0001/ASMI/MINAS/SG/DAG/SDBMM/SMP/2020 DU **03 JAN 2020** RELATIF A LA PRESELECTION DES CONSULTANTS OU CABINETS DE CONSULTANTS EN VUE DE LA REALISATION DE L'ETUDE POUR LA MODERNISATION DE L'INSTITUTION CAMEROUNAISE DE L'ENFANCE DE MAROUA ».

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

### 9. OUVERTURE DES PLS

L'Ouverture des plis aura lieu le **04 FEV 2020** à 14 heures, heure locale, dans la salle de conférences du Ministère des Affaires Sociales.

### 10. PUBLICATION DES RESULTATS

Seuls les consultants ou cabinets de consultants dont les offres comportent toutes les pièces administratives citées et ayant obtenu une note technique de soixante dix (70) points sur cent (100) au moins seront pré qualifiés pour l'Appel d'Offres National Restreint qui sera lancé selon les règles et procédures définies par les décrets et arrêtés en vigueur en République du Cameroun et notamment, le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics au Cameroun.

Yaoundé, le **13 JAN 2020**

Copie :  
- MINMAP  
- ARMP



1000

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT IN CHARGE OF BUDGET,  
EQUIPMENT AND MAINTENANCE

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET DU MATERIEL  
ET DE LA MAINTENANCE

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

**COPIE**

**NOTICE OF SOLICITATION TO EXPRESSION OF INTEREST  
N ° 0002 / ASMI / MINAS / SG / DAG / SDBMM / SMP / 2020 OF THE 13 JAN 2020  
RELATING TO THE PRESELECTION OF CONSULTANTS OR CONSULTANT FIRMS  
FOR THE REALIZATION OF FEASIBILITY STUDY FOR THE MODERNIZATION OF THE  
CHILD REEDUCATION CENTER OF MAROUA**

**CONTEXT:**

With a view of carrying out a diagnostic study of the operation and proposing a renovation/rehabilitation plan for the Child Reeducation Center of Maroua with an implementation schedule, the Minister of Social Affairs is launching a Request for Expressions of Interest.

The purpose of this Request for Expressions of Interest is to establish a shortlist of consultants or consulting firms to participate in the National Restricted Invitation to tender which will be launched in accordance with the relevant regulations.

**1. OBJECTIVE OF THE NOTICE:**

The objective of this Notice of Expression of Interest is to preselect consultants or consulting firms with expertise in the fields of public policy; of child protection, of Civil Engineering, mechanical construction, and having to participate in the National Restricted Call for tender relating to the realization Feasibility study for the modernization of the Child Reeducation Center of Maroua.

**2. FUNDING :**

Funding will be provided by the Ministry of Social Affairs Public Investment Budget for the 2020 financial year.

**3. PARTICIPATION**

The objective of this Notice of Expression of Interest is to preselect consultants or consulting firms with expertise in the fields of public policy; child protection, Civil Engineering and mechanical construction regularly registered, in good standing with their tax and administrative obligations and demonstrating sufficient technical, financial and operational capacity in the field concerned. To this end, consultants or consulting firms interested in this Request for Expressions of Interest must provide all the information indicating their qualifications and references in similar services, as well as the appropriate documents attesting their experience in this field.

**4. APPLICATION FILE**

Applicants must provide the following documents, presented in two (02) parts, written in French or in English, produced in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, contained in a closed and sealed envelope, bearing neither stamp nor indication of the tenderer's identity.

The first envelope called "envelope A" will be marked "Administrative documents" and will contain the following documents:

ORDER N°	DOCUMENT
A.1	A stamped motivation letter, dated and signed by the consultant or consulting firms.
A.2	The certificate of non-bankruptcy issued by the Registry of the Court of First Instance
A.3	The non-exclusion certificate issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP)
A.4	Photocopy of the taxpayer card



A.5	Certificat of no royalty
A.6	Photocopy of the commercial register
A.7	A photocopy of the certificate of location and the location plan
A.8	The submission certificate issued by the National Social Insurance Fund (NSIF)

The second envelope, known as "envelope B", will be marked "technical offer". It will contain all the documents relating to the competence and general references of the tenderers placed in the order indicated in the following table:

ORDER N°	METHODOLOGY DOCUMENTS
B.1	<p>References of the consultant or the consulting firm: the candidate will present the references while specifying the list of the fields of his specialization, of his experience for the services provided for in this notice during the last fifteen (15) years. To be validated, each reference must be justified by the following elements:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- The name of the Contracting Authority;</li> <li>- Copies of the extract from signed contracts (first and last pages);</li> <li>- The place of execution of the project;</li> <li>- A copy of the acceptance report or the certificate of good performance issued by the Project Owner or its services or the certificate of release of the performance bond.</li> </ul>
B.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A methodological note: this methodological note, which is a strategic orientation note, describes the approach to be followed for the realization of the said services;</li> <li>- Understanding the mission</li> <li>- Study plan: the study plan presents the overall steps of the process to be followed;</li> <li>- Timeline for carrying out the study: the consultant must propose the detailed schedule of activities to be carried out for the provision of services.</li> </ul>
B.3	<p><b>PERSONNEL</b> Consultants or consulting firms must have a multidisciplinary team of Experts with proven knowledge in the field of this service and must demonstrate actual availability for the duration of the assignment. The team will be made up of specialized key personnel as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Head of Mission</b>, Specialist in public policies, at university level, with at least 10 years of experience in the analysis and strategic planning of public policies.</li> <li>• <b>An expert in child protection</b>, a graduate of the National School of Administration and Magistracy or lawyer holding a university level degree proving professional experience of at least 10 years in child's protection of the 'child.</li> </ul> <p><b>Support staff:</b> consultants may be assisted by collaborators in areas of expertise such as civil engineering, mechanical engineering, etc.</p> <p>The consultant or consulting firm must provide the list of key personnel who are competent and deemed necessary to be put in place for the performance of the services and define the proposed assignments, accompanied by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Curricula Vitae of his staff, dated less than three (03) months and signed by each expert;</li> <li>• A copy of the diploma certified true by a competent authority;</li> <li>• A photocopy of the highest diploma of each expert;</li> <li>• Defining the assignments of each expert.</li> </ul>

#### 5. CRITERIA FOR EVALUATING FILES

The application files will be evaluated according to the following criteria:  
 Incomplete and / or non-compliant Administrative or Technical File;  
 False declaration or falsified document;  
 Technical Score less than seventy (70) points out of one hundred (100).

#### Technical File Rating Criteria:

The technical evaluation will be made on one hundred (100) points based on the following criteria:

- i. Presentation of the offer: 3 points



- ii. References of the consultant or consulting firm for similar studies (first and last pages with acceptance reports): 20 points
- iii. Personnel (Qualifications and experiences): 55 points
- iv. Work plan and methodology: 12 points
- v. Material and logistical resources: 10 points.

N°	Basic evaluation criteria	Division	Notation		
			Points	Total	
1	Presentation of consultation files	General summary	0,5	3	3
		Summary of each part	0,5		
		Documents listed in the summary order	0,5		
		Readability	0,5		
		Color interlayer	0,5		
		Binding	0,5		
2	References of the consultant or consulting firm for similar studies	Number of missions carried out	0	0	8
			1 to 3	2	
			4 to 6	4	
			7 to 9	8	
		Number of missions carried out in connection with child protection / care	0	0	12
			1 to 3	3	
			4 to 6	6	
			7 to 9	9	
3	Personnel (Qualifications and experiences)	Experience of the <b>a Mission Head</b> (number of services provided in the in the analysis and strategic planning of public policies)	0	0	20
			1 to 3 years	5	
			4 to 6 years	10	
			7 to 9 years	15	
		≥ 10 years	20		
		Experience of the <b>expert in child protection</b>	1 to 3 years	3,75	15
			4 to 6 years	7,5	
			7 to 9 years	11,25	
			≥ 10 years	15	
		Experience of the Civil Engineer registered in the order of engineers	0	0	10
			1 to 3 years	5	
			4 to 5 years	10	
			≥ 10 years	15	
		Experience of the Mechanical construction technician	0	0	15
			1 to 3 years	5	
			4 to 5 years	7	
7 to 9 years	11,25				
≥ 10 years	15				
4	Work plan and methodology	A methodological note	4	12	
		Understanding the mission	4		
		Study plan	2		
		Study execution schedule	2		
5	Material and logistical resources	Computer	2	10	
		Printer, scanner	2		
		Software	2		
		Vehicle	2		
		Communication material	2		
Total:			100		

Only candidates, who have totaled, at the end of the evaluation, a technical score at least equal to seventy (70) points out of one hundred (100), will be considered.

- Failure to produce any of the information will result in a score of zero (0)
- Any false declaration will result in the rejection of the consultant's offer.

At the end of this expression of interest, a shortlist of prequalified consultants will be drawn up and an invitation to tender will be sent to them via the press.

#### 6. ACQUISITION OF DOCUMENTS

The final description of the study concerned will be specified in the Restricted Tender Documents after the pre-qualification phase. The acquisition of documents relating to this Notice of Expression of Interest is free of charge.

However, the acquisition of the National Restricted Tender File will be done in accordance with the regulations in force in matters of Public Contracts in the Republic of Cameroon. Consultants or pre-qualified consulting firms will be invited individually to tender for the services covered by this Notice of Expression of Interest. Additional information, as soon as this notice is published, will be available from the Department of General Affairs; Sub-Department of Budget, Material and Maintenance; Public Contracts Service located on the 2nd floor, door 24, of the building housing the central services of the Ministry of Social Affairs.

#### 7. DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATIONS

The application files written in French and / or in English must be submitted in seven (07) copies, one (01) original and six (06) copies marked as such, in a closed envelope to the Department of General Affairs; Sub-Department of Budget, Material and Maintenance; Public Contracts Service located on the 2nd floor, door 24, of the building housing of the central services of the Ministry of Social Affairs no later than the 04 FEB 2020 1:00 p.m. local time. No offer can be accepted, modified or withdrawn. Each offer made will bear the words: "NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST N° 0001 / ASMI / MINAS / SG / DAG / SDBMM / SMP / 2020 FROM THE 13 JAN 2020 RELATING TO PRESELECTION CONSULTANTS OR CONSULTING FIRMS FOR THE REALIZATION OF FEASIBILITY STUDY FOR THE MODERNIZATION OF THE CHILD REEDUCATION CENTER OF MAROUA".

"TO BE OPENED ONLY IN A SCORING SESSION"

#### 8. OPENING OF BIDS

The Opening of bids will take place on the 04 FEB 2020 at 2 p.m. local time in the conference room of the Ministry of Social Affairs.

#### 9. PUBLICATION OF RESULTS:

Only consultants or consulting firms whose offers include all the administrative documents cited and having obtained a technical score of seventy (70) points out of one hundred (100) at least will be prequalified for the National Restricted Tender which will be launched according to the rules and procedures defined by the decrees and decrees in force in the Republic of Cameroon and in particular, decree N° 2018/366 of June 20, 2018 relating to the Public Contracts in Cameroon.

Copy:  
- MINMAP  
- ARMP

Yaounde, the

13 JAN. 2020

The Minister of Social Affairs



Pauline Irène NGUENE